

UN SÉMINAIRE EUROPÉEN EN PROJET

Depuis plus de quinze ans, les Communautés Chrétiennes de Base (C.C.B.) ont développé une conscience européenne. Divers congrès ont eu lieu : Amsterdam en 1983, Turin en 1985, Bilbao en 1987, Paris en 1991. Des séminaires européens se sont déroulés à Innsbruck en 1993 et plus récemment à Genève en 1995. Pour la première fois, les Communautés de Base des différentes régions d'Europe vont vivre une grande rencontre en Belgique et plus précisément à Louvain-la-Neuve du 11 au 15 juillet 2001.

Nous nous en réjouissons et collaborons à la préparation de cet événement.

Toutes vos suggestions sont les bienvenues aux adresses suivantes :

Marie-Josée Meessen, rue de Buzin, 3, B - Barvaux-Cz 00 32 83 63 49 16

Gisèle Vandercammen, rue Gén. Henry, 23, B - 1040 Bruxelles 00 32 2 733 13 54

ErnestMichel, Place Reine Ásfrid, 10/02, B - 6040 Jumet 00 32 71 37 69 73 Jakob

Debruyne, Guldendal, 42, B - 2800 Mechelen

tel/fax 003215340366

E-mail: [christenen.v.h.socialisme\(~skynet.be\)](mailto:christenen.v.h.socialisme(~skynet.be))

Préparation de la future rencontre européenne.

L'Europe, quel futur?

En guise de préparation.

L'objectif de la rencontre est de prendre conscience des enjeux de l'Europe et de se situer face à ces enjeux en tant que communautés de base.

ANGOISSES

Quelques facteurs importants qui contribuent à un climat d'insécurité.

1. La conjoncture socio-économique.

Après la guerre 40-45, le développement rapide de nouvelles techniques de production laissait espérer un avenir meilleur pour tous. Mais ces nouvelles technologies ont eu des effets réducteurs sur l'emploi, provoquant un chômage très élevé et un accès plus difficile au marché du travail pour les jeunes, les femmes, les plus âgés, les moins qualifiés. D'où, de nouvelles formes de pauvretés et une forte augmentation des inégalités.

2. Le système financier.

La mondialisation des échanges et les technologies de la communication ont permis le développement d'une véritable industrie financière spéculative qui échappe au pouvoir politique.

3. L'environnement.

Le système productif industriel provoque des dégâts considérables, parfois irréparables:

- épuisement des ressources naturelles;
- pollution des sols, de l'air et de l'eau;
- proclame de la gestion des déchets, spécialement les déchets nucléaires.

4. Le désarroi des institutions religieuses

La parole de l'autorité religieuse - dans toutes les institutions - perd son crédit et cesse de faire autorité. Et à côté, se développent des mouvements fondamentalistes intégristes ainsi que d'autres mouvements religieux libres (tel le New Age) tandis que la laïcité connaît un regain de vitalité.

5. L'Europe à la dérive

Le projet de communauté européenne débuté avec enthousiasme semble aujourd'hui en panne. Il n'y a plus (ou pas encore) de projet politique commun. L'Europe sociale est à la traîne et a tendance à se replier sur elle-même refusant de s'ouvrir aux réfugiés et étant de moins en moins solidaire avec le Tiers-Monde.

La pensée unique

Cette description illustre ce qu'on appelle "la pensée unique". Il s'agit d'un ensemble de présupposés qui sont imposés comme allant de soi. On finit par admettre que la croissance, la compétitivité, la productivité sont la fin ultime de l'activité humaine, que l'économique et le social sont incompatibles ... On fait croire que le message néo-libéral est un message universel de libération. Cette "foi religieuse" n'est pas seulement cantonnée dans le néolibéralisme, mais elle influence aussi tous les partis dits "de gauche"

ESPERANCES

La foi chrétienne est foi en un Dieu qui a voulu avoir partie liée à notre histoire. Selon la Bible, ce Dieu rêve d'une humanité fraternelle et réconciliée. En Jésus, Dieu a voulu lier sa propre destinée à notre histoire humaine. À la suite des prophètes, il est venu "pour les pauvres et pour les pécheurs".

À sa suite, nous devons nous situer du point de vue de ceux qui sont victimes du système.

L'EGLISE - LES COMMUNAUTES DE BASE DANS LE DEBAT DE SOCIETE.

Nos communautés de base - et même toutes les Églises ne sont pas les seules sources de sens pouvant intervenir dans le débat public.

Elles doivent agir de concert avec les autres traditions de sens telles que celles de l'humanisme laïc et les autres traditions religieuses telles que le Judaïsme et l'Islam.

- Un premier chemin est de faire place à la parole, une parole qui nomme publiquement l'inacceptable.
- De plus, à la suite de Jésus, l'Église est une communauté qui cherche à mettre en œuvre la pratique du Royaume. Avec d'autres, elle est souvent à l'origine du développement du monde associatif, qui doit se prolonger dans des réformes structurelles nécessaires à leur prolongement politique.

NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL

NÉOLIBÉRALISME

Il s'agit d'une vision cosmique qui préconise et tend à réaliser ceci:

1. L'économie (nationale, régionale, mondiale) doit évoluer en fonction d'un marché(essentiellement financier) manipulé par des agents privés, qui jouissent de la plus grande liberté d'action, pratiquement en toute impunité en ce qui concerne les abus possibles (éthiques) de pouvoir.
2. Cette liberté de marché est incompatible avec l'existence de cadres structurels (juridiques et économiques) qui assurent la subordination des choses aux personnes (du capital aux êtres humains), sans toucher aux droits fondamentaux de l'homme (homme et femme), avec un juste équilibre entre les droits de liberté individuelle et ceux de contenu économique et social.
3. La "logique du marché" est la culture du profit individuel, basée sur l'optimisation des rendements du capital, sur la primauté de la compétitivité sur la coopération et sur la justice basée sur l'égalité.
4. Les protagonistes que considère cette logique ne sont pas les êtres humains et leurs nécessités essentielles. Les marchandises et l'argent sont les paradigmes de ce troisième capitalisme qui nous envahit. Et, pour comble, sans autres limitations légales et morales que celles qui sont indispensables pour maquiller le système.
5. L'économie de marché (qu'il ne faut pas confondre avec d'autres formes possibles d'économie avec marché) ne reconnaît pas le droit au travail dans des conditions humaines. Le facteur travail est subordonné aux intérêts et aux convenances du capital. Le problème du chômage doit être résolu par le marché, alors qu'il est pratiquement laissé (avec la plus grande liberté et dérégulation possible) à l'arbitrage des employeurs.
6. Si le marché, entendu et pratiqué ainsi, ne résout pas (ou même, les aggrave) les problèmes du chômage et de la misère (dans le premier et/ou dans le Tiers Monde), il faut accepter les faits comme une réalité, pénible mais inévitable, qui répond aux lois objectives (scientifiques) de l'économie et doit être tolérée par une éthique réaliste (non utopique et trompeuse).

7.

Comme conséquence de cela, nous nous trouvons dans une société dans laquelle l'individualisme et la compétitivité se sont exacerbées et dans laquelle la rentabilité économique est le critère à suivre pour tout mesurer. Ainsi, le néolibéralisme économique est capable de tout attraper dans le système. On peut admettre une aide aux exclus pour des raisons d'humanité (ou de charité religieuse), mais en restreignant prudemment ces applications du principe de solidarité: on commerce avec les services sociaux de manière à canaliser et à corseter la marginalité, avec un effet démobilisateur.

LA PENSÉE UNIQUE

Le problème le plus grave dans la société d'aujourd'hui est celui de l'absence d'une pensée alternative du discours actuel du néolibéralisme. Les idéologies qui renfermaient ces projets de société et d'autres styles de vie ont peu à peu disparu et nous nous sommes installés dans une uniformité indigne et asphyxiante.

Nous avons atteint le système définitif, le talisman qui va résoudre tous nos problèmes. Pour l'heure, il faut avoir une foi aveugle et l'esprit de sacrifice pour supporter la grande brèche sociale qui s'ouvre de plus en plus. Mais tout cela est supportable grâce à la promesse qu'un jour arrivera où tous nos souhaits seront accomplis.

En l'absence d'alternatives, le système unique, définitif, valable pour tous, toujours et en tout lieu est celui qui s'impose. Un système unique qui nous est livré enveloppé dans une idéologie préconisée et encouragée par une opinion mondiale invisible et omniprésente. Il transmet comme doctrine solide, authentique et unique les intérêts d'un groupe de forces économiques du capitalisme international qui échappent, en principe, au contrôle des forces démocratiques et à l'appareil des États eux-mêmes. Cette pensée unique vient justifier l'idéologie du système capitaliste unique.

Si le marché est devenu une idole, il devient facile dans la pensée unique d'identifier un nouveau dogme à prétentions religieuses: c'est ainsi que nous pouvons trouver un nouvel évangile, dont le message annonce le salut par l'économie de marché, et de nouveaux commandements qu'aucun des adeptes ne doit transgresser, "des dogmes païens" considérés valables, sans analyse ni réflexion. Par exemple: "Si la Bourse va bien, l'économie va bien. "Si quelqu'un ne travaille pas c'est parce qu'il le veut bien". "Les immigrants viennent nous enlever le travail". "L'immigrant qui entre sans papiers, c'est un délinquant puisqu'il est illégal". "Si tu veux la paix, prépare la guerre". "C'est vrai puisque la télé l'a dit etc.

QUESTIONNAIRE

- Existe-t-il un autre cadre économique possible en dehors du néolibéralisme?
- Si cette "logique du marché" ne résout pas les problèmes du chômage et de la misère, "faut-il accepter cette triste réalité comme une chose inévitable?"
- Quels sont les "dogmes païens qu'il faut admettre sans discussion et qui ne peuvent ni ne doivent être contredits?"
- Qui formule ces "dogmes" et pourquoi?
- Quels aspects de la pensée unique avons-nous assimilés et acceptons-nous?
- Quelle est l'influence des médias dans le maintien de ce système et de cette unique manière de pensée "politiquement correcte"?
- Comment nous défendre de ce lavage de cerveau?"
- Que pouvons-nous faire en tant que Communautés Chrétiennes de base?

L'EUROPE - QUEL FUTUR?

Peuples - identité culturelle et nationalismes

Position des communautés chrétiennes de base d' Europe.

L'Europe vit un moment crucial ; au commencement du 3^e millénaire, se pose avec urgence, le problème incontournable des peuples qui la composent. Les États-nations actuels veulent continuer à dominer, au niveau européen et national, les aspirations des peuples. La globalisation, avec son projet économique, culturel et politique, cherche à imposer un modèle unique mondial, contrôlé par les États et les multinationales

Les principales idéologies, en vigueur en notre siècle finissant - libéralisme et socialisme n'ont pas résolu le problème; elles ont plutôt contribué à l'aggraver et à l'exaspérer. Le national-socialisme allemand voulait imposer la suprématie d'une race sur toutes les autres. Le socialisme communiste de l'Union Soviétique anéantit toute affirmation de l'identité des peuples. Le libéralisme capitaliste des États occidentaux a pratiquement effacé de la carte politique les peuples " minorisés " Les États soit communistes, soit capitalistes ont eu un comportement semblable - avec des raisons distinctes - face aux "peuples" de leurs territoires. Ils ont englobé et dominé. Ils continuent à le faire. Dès lors, la plupart des peuples n'ont pu décider de leur futur; leur droit à l'autodétermination continue à être refusé en permanence. Dans l'Europe communautaire, les peuples ne figurent pas comme tels. Tout au plus, on parle d'euro -régions. Cette situation est maintenue par des moyens coercitifs, et même violents si nécessaire.

Pour le bicentenaire de la Révolution française, les sept États capitalistes les plus puissants du monde se sont réunis à Paris. Parallèlement aussi, les sept peuples les plus pauvres, au même endroit, et pour le même anniversaire. Le 15/7/89, dans leur

déclaration finale, ces peuples affirment "en nous fondant sur la déclaration universelle des droits des peuples, proclamée le 4 Juillet 1976, à Alger, nous déclarons solennellement, que nous "contestons" aux "grands" de la terre le droit de confisquer aujourd'hui le message de la révolution française. En ce jour de fête de la liberté, nous considérons comme hypocrite et même suicidaire, de parler de justice et de bien-être, quand le monde ploie sous le poids des inégalités, et que les peuples sont massivement marginalisés ".

L' Union Européenne, au sein du monde globalisé, affermit et maintient les mêmes schémas de domination propre aux centres de pouvoirs des USA et du Japon. Leurs structures globalisantes et dominatrices imposent le modèle social, économique, politique et culturel du nouveau siècle. Déjà, le IVème Congrès des communautés chrétiennes de base, célébré à Paris en Juin 91, dénonce

- Une Europe construite par les États actuels, qui ignorent et marginalisent les peuples minorisés qui la composent
- Une Europe des peuples est-elle possible?
- Sous quelle forme la structurer, si on veut qu'elle soit fondée sur la justice, la paix et la solidarité?
- Ne courons-nous pas le risque de tomber à nouveau dans des nationalismes, dégénérant en racismes, xénophobies, ethnocentrismes, et marginalisation des immigrants?
-

Ce risque - là est très préoccupant, surtout si on tient compte des relents de nazisme et de xénophobie ressurgissant aujourd'hui en Europe.

Cependant, si nous voulons répondre précisément à ce problème concret, l'affirmation et l'exercice du droit des peuples - spécialement leurs droits à la langue, à la culture, et à l'appartenance à un peuple -son autodétermination, sa responsabilité sociale et politique, tous ces droits se présentent comme la garantie et le moyen pour préserver et faire observer tous les droits humains, ainsi que la solidarité mondiale.

Naturellement, les États ne sont pas solidaires ; ils ne s'unissent que pour tirer un plus grand profit. La Déclaration des Droits Collectifs des peuples affirme comme droits de base de la relation entre peuples, l'équité dans les bénéfices, la coopération mutuelle, les échanges de richesses et des avancées technologiques. Mais de tels droits sociaux ne peuvent être garantis si, en même temps, les droits collectifs des Peuples ne sont pas respectés. La "cessation" de la violence, la construction de la paix ne peuvent venir que de la reconnaissance de la souveraineté des peuples, dont la cause est, au fond, une option contre la loi de la force, en faveur de la raison et du droit. L'ordre mondial actuel, dominé par la logique des États, s'avère inadapté pour obtenir l'équité et la justice sociale. L'idée et le projet du droit des peuples défie le

nationalisme (d'État) et propose un ordre du monde fondé sur sa reconnaissance, sans frontières géographiques d'État.

Ces efforts des Peuples pour la défense de leur identité et la reconnaissance de leurs revendications ont rencontré un certain écho chez les derniers papes. Paul VI, en deux occasions, - la lettre aux cardinaux de 1973 - et la lettre au Comité des Nations Unies sur l'apartheid (1974) - affirme: " Tant que les droits de tous les Peuples - parmi lesquels se trouvent le droit à l'autodétermination et le droit à l'indépendance, - tant que ces droits ne sont pas correctement reconnus et respectés, il ne pourra y avoir de paix véritable et durable - même si le pouvoir- abusif des armes peut dominer pour un temps les réactions des opposants".

Jean-Paul II, dans un discours à l'UNESCO, (Paris, 2/6/1980) a insisté sur le lien entre Église particulière et identité nationale et culturelle, comme deux vases communicants nécessaires, pour garantir la vie de l'Église.

Au-delà de ces déclarations, existe un fort pari institutionnel du Vatican, néo - conservateur, qui alimente la force sociologique de ce qu'on appelle le retour religieux en Europe; ce concept contribue à maintenir la force des États - nations. Ceux - ci trouvent dans le composant religieux, un allié de ses intérêts dominateurs. La réflexion des CCB se situe dans une autre perspective : les processus de libération des peuples se font à-partir des pauvres et des opprimés C'est dans cette perspective croyante libératrice que s'est placée la conférence de CCB d'Europe, sur Peuples et États, dans la construction de l'Europe (Vittoria, 1993). Cette conférence a dénoncé la construction d'une Europe sur la réalité des États actuels; ceux-ci ignorent et marginalisent les peuples qui la composent. Elle a défendu le droit de tout peuple à sa langue, à sa culture, à son histoire, à son territoire géographique, comme sujet originaire des droits collectifs. Elle a proposé un projet d'Église, à partir des pauvres et des opprimés, qui ferait siennes les revendications et les efforts de libération des peuples minorisés du monde, et, concrètement , d'Europe.

Questions

- Quelle est la situation culturelle et politique de nos peuples et des minorités ethniques d'Europe, dans la configuration actuelle de l' Union Européenne ?
- Les tendances nationalistes actuelles peuvent-elles être valables pour construire une Europe solidaire dans la justice?
- Sous quelle forme unie Europe des Peuples peut-elle contribuer ou faire obstacle à la solidarité et à la paix?
- Que doit être la tâche évangélisatrice des Églises dans la construction des Peuples et dans le respect de leurs droits?

INTERRELIGIOUS DIALOGUE

There have always been many religions, each with its own "ultimate" answers. Conceived in isolation, for the most part, have grown in isolation from each other. Distance, language, fear were the separating walls. Today our intercommunicating planet has made us aware, more painfully than before, of religious pluralism and of many different ultimate answers. We feel that many religions cannot exist in splendid isolation, yawning at each other in a kind of indifferent tolerance. Nor can they exist in angry opposition. Somehow, they must meet each other, not in order to obliterate or absorb each other but to learn from and help each other's. But the influx of oriental religions as well as the secular democratic tradition, which respects pluralism and religious freedom amid growing secularization and dechristianization, creates a certain amount of apprehension among concerned Christians about the concomitant crisis in traditional Christianity. But anyone sense that to know only his own religion is not really to know it. One of the most pressing tasks confronting Christian theology today is that of providing an account of the existence and the renewed vitality of other religions. In the face of religious pluralism, Christian theology will not only have to elaborate an account of other religions; it will also to have to render a new account of itself.

Before we can go about the practice of dialogue, we must have some agreement as to what it means and what are its presuppositions. Dialogue is the exchange of experience and understanding between two or more partners with the intention that all partners grow in experience and understanding.

- 1) Dialogue must be based on personal religious experience and firm truth-claims.
- 2) Dialogue must be based on the recognition of the possible truth in all religions, it requires each partner to presume the truth of the other person is pressing.
- 3) A truth encounter with another tradition cannot take place "from outside". I cannot begin from my own religious experience and then look at the other religion only as a set of doctrines.
- 4) Dialogue must be based on openness to the possibility of genuine conversion. One must be ready to reform, change even abandon certain beliefs. Dialogue is not possible if any partners enter it with the claim that he possesses the final, definitive truth.

A dialogue among all religions will enable them to contribute more effectively to the transformation of human existence. In the common struggle against poverty and destitution of the masses many Christians have reeducated themselves in the art of speaking the language of God's Reign and have learned to reinterpret their beliefs according to some of the liberative elements in the religiosity of the poor. There is a

"conditio sine qua non" for Christians to live out their uniqueness: their credibility. The oppressed must be part of interreligious dialogue if such dialogue is to lead to the transformation of both personal and social consciousness. In communing with the Beyond-all names, one is linked with neighbor and earth.

Dialogue will also aid religions to clarify and expand their individual interpretation of the reality. Cultural and psychological differences will remain with us but they will turn out to be much more complementary than contradictory. It has been developed three significant ways of dialogue:

- Exclusivism. In this category are those who perceive their religion as exclusively salvific: "extra ecclesiam nulla salus". Hence conversion of others to their own faith is a religious imperative that invokes love and compassion for the unredeemed as the driving motive for direct evangelization.
- inclusivism. The inclusivists would situate the Salvific Absolute in their own religion, but hold it to be secretly operative in other religions, which thus become indirectly salvific. Other religionists are saved insofar as they are potentially Christians awaiting fulfillment in Christianity or anonymously Christians needing explication of their true identity in Christianity. The goal of dialogue is to complete the incomplete or to recognize the implicit discipleship.
- Pluralism. It attributes to each religion its unique role in salvation, rejecting as almost irreligious any attempt at coopting the other's religion to one's own paradigm of soteriology.
 - a) Are religions essentially the same-different paths leading to the same goal? Differences between the religions are merely accidental, cultural, time conditioned? Behind all these cultural accidents, there is one God, the common essence?
 - b) There is only one true religion? Must we affirm the primary authority of the Bible, regarded as inerrant or infallible, as the one absolute source of knowledge about God and the human condition?
 - c) Many ways of salvation, but only one norm? Is it possible to include within the church all traces of salvation outside it? Do saved non-Christians belong to the soul of the church, are they members imperfectly, tendentially, potentially? Does Jesus remain the norm that must judge all other norms?
 - d) Must we say that before the total mystery of God, no religious figure or religion can call itself the final and full word? Must we accept that a particular religion can claim to be decisive for some people, and some people can claim that a particular religion is decisive for them, but no religion is justified in claiming that it is decisive for all, because the nature of God is a Mysterious Other who relativizes everything else?

Particular questions

- Jewish-Christian Dialogue
- Has Israel been rejected? Is Christianity the new Israel? Is Israel preparation evangelic and Christianity the fulfilment? What does it mean the new Alliance? What does it mean that Mary, Jesus, the Apostles and the disciples were all jew?
- Orthodox-Christian Dialogue
- What can we learn from them? What they ask to us? What about inclusive language?
- What about ecclesiology and sexuality?
- Protestant-Christian Dialogue
- Anglican- Christian dialogue
- Muslim-Christian Dialogue
- Coran, Word of God? Islam, a way of salvation? What about the Trinity? What about fundamentalism? What about Islam and Politics?
- Buddhist-Christian Dialogue
- What about Jesus and Gautama? Nirvana or eternal life? What about meditation?
- Indù-Christian Dialogue
- One or many gods? What about reincarnation? What means Yoga?
- New Secularism-Christian Dialogue

New religious movements

The majority of European people persist in believing (if only in (ordinary God) but see no need to participate with even minimal regularity in their religious institutions. Not only the Churches represent a minority of European people, but the members that they do attract remain disproportionately elderly and female, and Conservative in their voting habits. The influx of immigrants has introduced significant other-faith communities. The trend towards a greater religious diversity is unlikely to be reversed. On the one hand variables concerned with feeling, experience and the more numinous aspects of religious belief demonstrate considerable persistence, on the other, those which measure religious orthodoxy, ritual participation and institutional attachment display an undeniable degree of secularization. We have the combination of believing without belonging. Even if we consider the new religious movements, we have the same situation; very many movements but very few members, except Pentecostalism and Witnesses of Jehovah. All the new movements represent 2% of the population. Complacency in the 1950-80 gave way to a radicalism dominated by the values of the secular world. But this in turn led, eventually, to a renewed emphasis on the sacred, sometimes in unconventional

forms. The decrease in institutional religion, has not destroyed religious belief The sacred does not disappear. it is moving towards unconventional forms. But the cultural climate of recent decades has been as hard on secular certainties as it has on religious ones. Science, progress, democracy are no more so evident values. Millenarism or millennialism or millenarianism? Why the explosion of the growth of Pentecostalism? What do New Religious Movements Potential Converts?

De la forteresse Europe à l'Europe sans frontières

Remarquons que nos édiles ont troqué l'expression "forteresse Europe" contre "maison Europe".

Ils ont compris que personne n'a envie d'être enfermé dans une forteresse.

Le plus simple c'est de voir concrètement ce que "maison" signifie. La maison est limitée à ses murs, ce sont ses frontières, mais la maison suggère aussi la maisonnée, la famille, la famille élargie: à qui voulons-nous ouvrir notre famille l'Europe?

Les frontières. Notre expérience "frontière" est différente selon nos régions, mais partant d'un cas très précis, chacun pourra se situer. Les limites : elles sont d'un ordre "naturel" géographique: la mer, un fleuve, une chaîne de montagne. Mais actuellement les contours des pays ne sont pas aussi clairs, nos autoroutes n'ont pas de fermeture hermétique, la frontière se trouve souvent, comme à Zaventem (notre aéroport fédéral), en plein cœur du pays.

En réalité, la frontière c'est la marge. Il est des moments où nous sentons au cœur d'une situation, et d'autres où nous expérimentons la marginalisation. C'est en prenant conscience que nous pouvons comprendre ce que vit le "marginal".

Les droits humains nous disons en l'article 13

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État.
2. Toute personne à le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Or en Belgique il existe des "centres fermés", des "prisons" pour les sans-papiers.

Des réactions existent, comment nous y impliquons-nous?

Comment réagissons-nous à la présence de ceux qui viennent d'ailleurs?

Faut-il mettre des limites à l'accueil? Si oui, lesquelles?

Avons-nous la possibilité de nous adresser à nos représentants élus, soit pour exprimer nos besoins, soit pour nous informer, soit pour revendiquer nos droits?

Nous sentons-nous "marginalisé" en Europe?

Qu'en est-il de notre solidarité avec le Tiers-Monde ? Certes il nous vient à l'esprit le "Carême de Partage".

Un concept vaudrait la peine d'être analysé sérieusement: le partenariat.

Nos collectes pour soutenir des projets, pour des parrainages, c'est déjà cela. Mais voyons-nous tout ce que le Tiers-Monde nous a apporté? Tant de richesses dont nos pays les ont vidés?

Mais ce que nous recevons aujourd'hui, pas seulement à titre culturel, mais surtout à titre d'échange, nous avons, semble-t-il, bien du mal à être ouvert à la nouveauté qui nous vient d'ailleurs.

Avons-nous des exemples de partenariat, d'échanges vrais ou pas?